



# Scénarios possibles pour l'économie indienne : des voies non conventionnelles *par Jean-Jacques Boillot\**

Quatre thèmes sensibles sont récurrents dans les études prospectives sur l'Inde : l'élargissement spatial de la croissance (les inégalités régionales de développement), l'équilibre épargne-investissement et le taux de croissance compatible, puis la tension sur les finances publiques et enfin la soutenabilité externe.

On se concentrera ici sur les deux premières questions, pour montrer qu'un minimum de confiance dans la «capacité créatrice de l'Inde» face à ses défis permet de donner une lecture plus optimiste des défis à venir.

**La croissance peut-elle se diffuser dans tous les Etats, ou bien les inégalités régionales vont-elles croître au point de compromettre la stabilité politique du pays et la soutenabilité d'une croissance rapide autoentretenu ?**

On connaît le syndrome chinois des régions de l'intérieur et la réponse volontariste de Pékin à ce tropisme ancien de la Chine impériale. L'Inde dispose par contre d'une structure fédérale de plus en plus régionalisée et d'un pouvoir central de plus en plus faible et financièrement handicapé, qui n'arrive plus à assurer un fort rôle redistributif, comme indiqué pourtant dans la Constitution. Les études les plus récentes attestent d'une inégalité de développement assez marquée, avec quelques métropoles attirant les activités et la richesse, tandis que de vastes zones restent reculées. Les indices démographiques confirment cette évaluation, avec en particulier les monstres que représentent les Etats

BIMARU (Bihar, Madhya Pradesh, Rajasthan et Uttar Pradesh), où se concentrent la moitié des pauvres du pays et une fertilité à l'africaine.

Il faut en réalité distinguer entre des phénomènes objectifs qui pourraient tenir à des problèmes de localisation tels qu'identifiés par les économistes géographes, des phénomènes de temporalité qui tiennent au développement inégal universellement observé, et enfin des mécanismes de blocage tenant notamment à des problèmes sérieux de gouvernance dans certains Etats. La taille des Etats indiens, et tout particulièrement des BIMARU, est en général telle qu'ils ne devraient pas souffrir des problèmes de marché intérieur. Les Etats qui décollent rencontrent ensuite de telles limites, en main d'œuvre et en ressources naturelles, qu'on observe des mouvements négatifs à court terme : des migrations inter-régionales ; mais aussi, parallèlement, des mouvements de capitaux, attirés par la main d'œuvre meilleur marché et des ressources naturelles abondantes. La plupart des grandes décisions d'investissement des firmes indiennes de ces derniers mois concernent précisément des zones de moindre développement. L'Inde n'a pas à souffrir ici, comme cela se produit en Chine, du syndrome des firmes étrangères polarisées sur les bords côtiers, pour des raisons tout à la fois officielles (choix des zones économiques spéciales) et légitimes (coûts d'information élevés). Les firmes privées indiennes n'ont pas pris le monde comme cible mais d'abord leur marché domestique et leur comporte-

ment de maximisation du profit les conduit à valoriser tous les atouts de leur pays. Par ailleurs, l'origine diversifiée des castes marchandes qui forment l'ossature du monde des affaires est plutôt propice à un développement plutôt équilibré, du fait d'un véritable attachement à leur région d'origine.

Le véritable obstacle à une diffusion de la croissance viendrait de la conjugaison d'un effondrement du pouvoir central et d'une forte détérioration de la gouvernance, dans des Etats soumis à une véritable concurrence inter-régionale pour faire aussi bien que le voisin. Tel ne semble pas être le cas. On peut ainsi pronostiquer la poursuite d'un développement inégal en Inde mais la probabilité d'un profond dualisme comme en connaissent de nombreux pays semble extrêmement faible.

**L'équilibre épargne-investissement autorise-t-il une croissance forte en Inde ?**

On connaît l'équation de base : la Chine a un taux d'investissement de près de 40% de son PIB, contre 25% pour l'Inde. Comment ce pays pourrait-il durablement faire 8 à 10% de croissance ? La réponse est en fait assez simple. Pour un économiste, l'opposition consommation-épargne est purement factice. L'épargne est en réalité déterminée ex-post par l'investissement, et ce dernier par les débouchés anticipés par les entreprises. L'Inde est un pays beaucoup plus riche que son épargne domestique ne le laisse entrevoir. L'accumulation de richesses stériles dans les bazars,

notamment sous forme de bijoux, et de dépenses somptuaires dans les mariages témoignaient simplement de manques d'opportunités productives. Le glissement très rapide ces dernières années au profit de cadeaux de mariage « modernes » comme les voitures ou les biens d'équipement ménager montre que tout était question d'offre.

Dans le cas chinois, le bouclage du modèle repose sur l'exportation : le fort taux d'épargne du pays (et non des particuliers, en fait) ne fait que refléter une consommation domestique insuffisante. D'où, du reste, la multiplication des congés accordés ces dernières années par le pouvoir central pour pousser la consommation intérieure et rédui-

re les excédents, sur les Etats-Unis notamment. Dans le cas indien, au contraire, la consommation est ce qui tire principalement l'investissement, par la conjugaison du mécanisme micro-économique bien connu de l'offre de travail, d'une part (le travail est une désutilité et la consommation une compensation), et d'autre part le mécanisme macro-économique keynésien de la demande effective. Ce mécanisme a été libéré dans les années 1980, après l'abandon du modèle néo-soviétique de Nehru, et il explose littéralement depuis les années 1990. La seule contrainte à la croissance est donc plutôt le maintien d'un sentier équilibré entre la consommation et un rythme d'investissement qui permette

le renouvellement du capital et sa modernisation régulière, ce qui semble acquis à ce jour. La véritable contrainte, en réalité, est un état du système financier : il faut qu'il assure une mobilisation efficace et rapide de l'épargne. Le marché obligataire, notamment, est nettement sous-développé en Inde et les banques restent en grande partie publiques et frileuses vis-à-vis des entreprises privées. Cette modernisation est toutefois en bonne voie.

*Jean-Joseph Boillot*

*\*Voir ci-après : «Pour mieux connaître les auteurs» page 49*